

GLOSSAIRE

Annexe 1 au cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

ACCORD-CADRE INTERMINISTÉRIEL (ACIM) POUR LA MISE EN ACCESSIBILITÉ DE LA COMMUNICATION DE L'ÉTAT

Document commun à tous les lots

Accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2124-2, R2161-2 à 5, R2162-1 à 6 du code de la commande publique

Consultation n° **ACCESS_SIG_2025_02**

Au sens des cahiers des clauses administratives et techniques particulières (CCAP et CCTP) et des différents documents particuliers de l'accord-cadre, les termes mentionnés ci-après sont définis comme suit :

Anomalies

Désigne tout écart ou non-conformité de la Solution par rapport aux documents contractuels, tel que : incident, bogue, panne, défaut technique, erreur de programmation ou de paramétrage, insuffisance ou dégradation des performances attendues. Les Anomalies sont classées selon leur niveau de gravité (Bloquante, Majeure ou Mineure).

Anomalies Bloquantes : une anomalie bloquante se définit comme une anomalie ou incident qui empêche l'utilisation de la Solution ; une solution de contournement n'étant pas possible.

Anomalies Majeures : une anomalie majeure se définit, soit comme une anomalie qui empêche l'utilisation d'une partie des fonctionnalités de la Solution, soit comme une anomalie qui empêche l'utilisation de tout ou partie des fonctionnalités de la Solution, tout en permettant l'obtention du résultat par une manipulation de contournement simple.

Anomalies Mineures : il s'agit d'une anomalie qui n'empêche pas l'usage normal de la Solution. C'est dans ce type d'anomalie que sont rangés les défauts de présentation graphique des données, les incidents techniques peu perturbants, etc.

AAI-API

Autorités administratives indépendantes (AAI) et autorités publiques indépendantes (API)

<https://lannuaire.service-public.fr/navigation/autorites-independantes>

Accord-cadre

Le marché public interministériel

Acheteur

Le SIG, en tant que pouvoir adjudicateur

ADEME

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

ALT

Alternatives textuelles aux images : Texte alternatif inséré aux photos pour en permettre la compréhension pour les personnes en situation de handicap visuel

ANAé

Avatar Numérique d'Accessibilité de l'État

ANAH

Agence nationale de l'Habitat

ANCT

Agence nationale de la cohésion des territoires

API

Interface de programmation qui permet à 2 systèmes informatiques / applications de communiquer et d'échanger des données.

ASC

Agence du service civique

Bénéficiaire (Entité Bénéficiaire)

Chacune des entités qui bénéficie pour l'ensemble de ces directions et services des Prestations objet du marché. Les entités bénéficiaires peuvent regrouper plusieurs donneurs d'ordre.

BPU

Bordereau de prix unitaires.

CCAG -FCS

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

CCAP

Cahier des Clauses Administratives Particulières.

CCTP

Cahier des Clauses Techniques Particulières.

CCP

Code de la commande publique

CNSA

Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

CPV (Common Procurement Vocabulary)

Code commun pour les marchés publics de l'Union Européenne » via un système de classement pour les marchés publics de l'Union Européenne en fonction de la typologie de fournitures / services / travaux objet du marché.

CRT

Cadre de réponse technique

DAE

Direction des Achats de l'Etat

Date impérative

Toute date indiquée comme telle dans les documents du marché ou dans les bons de commande.

DCE

Document de consultation des entreprises

Délais

S'expriment en jours ouvrés, sauf mention contraire.

Délai impératif

Désigne tout délai notamment les délais de correction des Anomalies de la Solution et de rétablissement du service stipulé comme tel dans les documents du marché ou dans les bons de commande.

DICOMs

Direction de la communication d'une entité bénéficiaire

DIRCOMs

Directeur / directrice de la communication d'une entité bénéficiaire

Donneur d'ordre

Direction, service, département d'un ministère ou d'un établissement public de l'Etat de l'Entité bénéficiaire du marché et pour le bénéfice duquel les prestations sont réalisées.

Facile à lire et à comprendre (FALC)

Le facile à lire et à comprendre est une méthode qui a pour but de traduire un langage classique en langage simplifié et adapté aux personnes en situation de handicap (mental, visuel, cognitif, etc.) ou ayant un accès difficile à la langue française (personnes de langue maternelle non française, personnes atteintes de troubles dys, etc.). Cette simplification et traduction doit permettre de rendre les documents compréhensibles par ces personnes et bénéficier au plus grand nombre.

FAQ

Foire aux questions

FSC

Forest Stewardship Council®, certifie qu'un papier est fabriqué à partir de fibres de bois provenant de sources responsables

France métropolitaine

France continentale, Corse et îles littorales.

INSP

Institut national du service public

INCA

Institut national du cancer

Langage clair

Le langage clair vise à rendre l'information accessible et compréhensible dès la première lecture. Il repose sur des phrases courtes et structurées, un vocabulaire simple et précis, ainsi qu'une organisation logique des idées. Son objectif est d'éliminer toute ambiguïté et complexité inutile afin de faciliter la compréhension de tous les publics, y compris ceux ayant des difficultés de lecture, quel que soit leur niveau de maîtrise de la langue française, leur niveau de littératie ou leur capacité réelle de compréhension.

Le langage clair s'inscrit dans un cadre normatif international défini par la norme ISO 24495-1 : 2023 qui établit les principes directeurs et des lignes directrices pour l'élaboration de documents en langage clair : <https://www.iso.org/fr/standard/78907.html>

LSF

Langue des signes française

MLDS

Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire

Notion

Unité de sens ou un concept qui peut être exprimé indépendamment de la forme grammaticale ou lexicale qu'elle prend. Elle correspond à une idée ou à un contenu sémantique qu'il convient de restituer.

Offre

Offre du Titulaire à l'Accord-cadre.

Période de Référence (PR)

Désigne la période sur la base de laquelle est calculée la disponibilité de la Solution. Cette PR est le mois, 24/24, à l'exception du temps d'indisponibilité correspondant à la Maintenance Planifiée et aux interruptions causées par (i) un cas de force majeure, (ii) un équipement du Pouvoir Adjudicateur ou des Entités Acheteuses ou Bénéficiaires, (iii) une intervention ou action non conforme du Pouvoir Adjudicateur ou des Entités Acheteuses ou Bénéficiaires, (iv) un problème de télécommunications.

PDF

Format de documents écrits

PEFC

Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes, certification internationale en faveur de la gestion durable des forêts.

Pilote du marché

Le SIG en tant que pouvoir adjudicateur est le pilote du marché.

PLACE

Plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Pouvoir Adjudicateur

Acheteur, soit le Service d'Information du Gouvernement (SIG), en tant personne morale chargée de la conduite de la consultation, de la sélection des prestataires, de la signature, de la notification et du suivi des marchés. Elle est seule habilitée à reconduire le marché, à conclure d'éventuels avenants au marché, et à prononcer sa résiliation pour quelque cause que ce soit.

Le Pouvoir Adjudicateur (SIG) agit en son nom, au nom et pour le compte d'autres Acheteurs, dans le cadre d'un mandat de délégation délivré par la Direction des achats de l'État (DAE).

Prestations

Travaux réalisés par le Titulaire dans le cadre du marché au bénéfice de l'Acheteur, des Entités Bénéficiaires et des Donneurs d'ordre. Les Prestations sont propres à chaque Lot et déterminées dans les CCTP correspondants.

Projet

Prestation réalisée sur la base d'un ou plusieurs bons de commande / ordres de service en vue d'atteindre l'objectif cible défini par le Commanditaire.

RC

Règlement de la Consultation.

RGAA

Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité,

RGPD

Règlement général pour la protection des données : règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Tous les termes non définis dans l'accord-cadre mais qui figurent ou auxquels il est fait référence dans le RGPD sont réputés avoir le sens qui leur est donné dans le RGPD.

SIG

Service d'information du Gouvernement

Solution

Plateforme en ligne mise à disposition par le titulaire du lot 3 dans laquelle sont chargés les corpus thématiques. Elle permet à tout utilisateur, bénéficiant d'un accès, de générer en autonomie des contenus de traduction LSF que l'utilisateur implémente ensuite sur le support de son choix.

Sous-traitant RGPD

Toute personne physique ou morale, autorité publique, service ou autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte d'un responsable du traitement, au sens de l'article 4.8 du RGPD. Il est précisé que le terme Sous-traitant RGPD ne se confond pas avec le terme « sous-traitant » utilisé en droit de la commande publique, même si les deux termes peuvent, en pratique, pour certaines prestations, s'appliquer à un même opérateur.

SPM

Services du Premier ministre

Titulaire

Personne physique ou morale attributaire du marché à l'issue de la consultation pour fournir les Prestations objet du marché.

UO

Unité d'œuvre est l'unité de compte d'une prestation. Une UO est un ensemble homogène de prestations, dites homogènes en raison soit de leur caractéristiques propres soit par qu'elles constituent une unité fonctionnelle de prestations.

WCAG

Web Content Accessibility Guidelines

W3C

World Wide Web Consortium